

PREFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
ES/154

ARRÊTÉ

du 31 AOÛT 2017

**portant mise en demeure la société POTASSE ET PRODUITS CHIMIQUES (PPC)
de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005
réglementant ses installations sises à Thann**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8-I,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VUS** les arrêtés préfectoraux réglementant les installations du site de Vieux-Thann exploitées par la société Potasse et Produits Chimiques (PPC), et, particulièrement les arrêtés du 24 septembre 2012 et 25 octobre 2013, traitant de la maîtrise et de la réduction des risques,
- VU** le rapport du 09 août 2017 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne teste pas l'ensemble de la chaîne instrumentée des mesures de maîtrise des risques présentes sur son site et n'a donc qu'une information partielle sur leur disponibilité en cas d'accident majeur,

CONSIDÉRANT que l'exploitant contrevient par conséquent à l'une des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui stipulent : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société POTASSE ET PRODUITS CHIMIQUES (PPC), désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est sis 95 rue du Général de Gaulle – BP60090 à 68802 Thann Cedex, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, dans **un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé reprises ci-après :

« Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent (...) être testées (...) de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »

Article 2: Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (inspection des Installations Classées), le sous-préfet de Thann-Guebwiller, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le **31 AOUT 2017**
Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Mulhouse,
secrétaire général suppléant


Jean-Noël CHAVANNE

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.